

**Accord départemental**

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE  
PRÉVOYANCE DES SALARIÉS NON CADRES  
DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET CUMA  
DE MATÉRIEL AGRICOLE  
(20 septembre 2010)  
(Vaucluse)**

(Etendu par arrêté du 2 mai 2011,  
*Journal officiel* du 13 mai 2011)

---

**AVENANT N° 2 DU 20 NOVEMBRE 2015**

NOR : AGRS1697260M

Entre

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Vaucluse (FDSEA)

Fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole (FDCUMA)

D'une part, et

FGA CFDT

FGTA FO

CFTC-Agri

SNCEA CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les exploitations et entreprises de la production agricole et des CUMA de Vaucluse appliquent l'accord national modifié du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance.

L'accord départemental du 20 septembre 2010 permet d'assurer la garantie de rémunération relevant de l'article L. 1226-1 du code du travail.

Pour une meilleure cohérence du régime de prévoyance, notamment dans le cadre des garanties incapacité temporaire de travail, les partenaires sociaux réunis en commission paritaire le 20 novembre 2015 en Avignon décident de modifier et d'améliorer les dispositions de cet accord et de rendre obligatoire l'option mensualisation améliorée proposée par l'accord national modifié par l'avenant n° 4 du 15 septembre 2015 en remplacement des dispositions existantes qui sont abrogées.

Cet accord a pour objet de formaliser cette décision et le contenu de l'accord est entièrement réécrit.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Révision totale de l'accord départemental du 20 septembre 2010*

Le présent avenant constitue un accord de révision au sens des articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail.

Les dispositions des articles 2 à 4 du présent avenant, abrogent et remplacent en totalité les termes de « l'accord départemental du 20 septembre 2010 relatif à un régime de prévoyance permettant d'assurer la garantie de rémunération liée à la mensualisation, pour les salariés agricoles non cadres relevant des exploitations agricoles et des sociétés coopératives d'utilisation de matériel agricole du Vaucluse » et son avenant n° 1, tels que définis par ses signataires.

Dès lors, les articles ci-après se substituent à l'intégralité des dispositions consolidées de l'accord du 20 septembre 2010.

## **Article 2**

### *Modification du titre de l'accord*

Le titre actuel est « accord départemental du 20 septembre 2010 relatif à un régime de prévoyance permettant d'assurer la garantie de rémunération liée à la mensualisation, pour les salariés agricoles non cadres relevant des exploitations agricoles et des sociétés coopératives d'utilisation de matériel agricole du Vaucluse ».

Il devient « accord départemental autonome du 20 septembre 2010 relatif à un régime de prévoyance permettant d'assurer la garantie de rémunération liée à la mensualisation, pour les salariés agricoles non affiliés à l'AGIRC, relevant des exploitations agricoles et des sociétés coopératives d'utilisation de matériel agricole du Vaucluse ».

## **Article 3**

### *Champs d'application professionnel et territorial*

Le champ d'application professionnel concerne les employeurs et les salariés, y compris les apprentis :

- des exploitations agricoles de cultures et d'élevages de quelque nature qu'elles soient, à l'exception des activités d'accoupage, d'aquaculture, de conchyliculture ;
- des établissements de toute nature, dirigés par l'exploitant agricole, en vue de la transformation, du conditionnement et de la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, ou des structures d'accueil touristique, situées sur l'exploitation ou dans les locaux de celle-ci, notamment d'hébergement et de restauration ;
- des coopératives d'utilisation de matériel agricoles (CUMA).

Le champ d'application territorial concerne l'ensemble des exploitations et entreprises agricoles dont, le siège social est situé sur le département de Vaucluse, ainsi qu'à tout établissement autonome situé dans ce département.

## **Article 4**

### *Prise de l'option « mensualisation améliorée et charges sociales patronales » dans le régime prévoyance de l'accord national du 10 juin 2008 modi- fié par l'avenant n° 4 du 15 septembre 2015*

Les organisations syndicales de salariés représentatives et les organisations d'employeurs décident que les entreprises et exploitations agricoles de Vaucluse comprises dans le champ d'application défini à l'article 1, appliquent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, l'option mensualisation améliorée et

charges sociales patronales, à charge exclusive des employeurs, dans le cadre des garanties couvrant l'incapacité temporaire de travail en prévoyance.

Cette option est une garantie qui couvre les obligations légales de l'employeur conformément aux articles L. 1226-1 et D. 1226-1 et suivants du code du travail, ainsi que les charges sociales patronales, et les améliore car le niveau de prise en charge de la seconde période est de 90 % du salaire journalier brut.

## **Article 5**

### *Demande d'extension, date d'effet*

Une fois le délai d'opposition expiré et à condition qu'il n'y ait pas d'opposition majoritaire, les parties signataires demandent l'extension du présent avenant à toutes les exploitations et entreprises agricoles, entrant dans son champ d'application.

Le présent avenant prendra effet à compter du premier jour du mois civil suivant la publication au journal officiel de son arrêté d'extension et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Fait en Avignon, le 20 novembre 2015.

(Suivent les signatures.)